



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS DE LA
SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU VENDREDI 24 SEPTEMBRE 2021**

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU SUD
Entre-Deux - Saint-Joseph - Saint Philippe - Le Tampon

AFFAIRE N° 13-20210924

A7

**PLAN DE PREVENTION DES RISQUES LITTORAUX -
COMMUNE DE SAINT-JOSEPH - AVIS DE LA CASUD**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-quatre du mois de septembre à neuf heures et vingt-cinq minutes, en application des articles L.2121-7, L.2121-8 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), se sont réunis dans la salle des fêtes du 12^{ème} km sise au Tampon, rue Auguste Lacaussade, les membres du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération du Sud, légalement convoqués le 15 septembre 2021, sous la présidence de Monsieur André THIEN-AH-KOON (de l'affaire n° 01-20210924 à l'affaire n° 14-20210924, y compris la question diverse n° 01-20210924) et de celle de Monsieur Bachil VALY, 1^{er} Vice-Président de la CASUD, (de l'affaire n° 15-20210924 à l'affaire n° 26-20210924).

NOTA :

Nombre de conseillers
en exercice : 48

Présents : 37
Absents représentés : 08
Absents : 03

ETAIENT PRESENTS

- Commune du Tampon -

THIEN-AH-KOON André (de l'affaire n° 01-20210924 à l'affaire n° 14-20210924, y compris la question diverse n° 01-20210924), HOARAU Jacquet, GASTRIN Albert, TURPIN Catherine, MAUNIER Daniel, THERINCOURT Jean-Pierre, DIJOUX-RIVIERE Mimose, DOMITILE Noëline, FONTAINE Henri, FONTAINE Véronique, GONTHIER Charles Emile, LOSSY Patricia, MONDON Laurence, PICARDO Bernard, ROMANO Augustine, SAUTRON Serge, TECHER Doris, THIEN-AH-KOON Patrice (de l'affaire n° 01-20210924 à l'affaire n° 11-20210924, y compris la question diverse n° 01-20210924).

BASSIRE Nathalie, BENARD Monique, FONTAINE Gilles, SOUBAYA Josian.

- Commune de Saint-Joseph -

LANDRY Christian, HUET Henri Claude, JAVELLE Blanche Reine, MUSSARD Harry, FULBERT-GERARD Gilberte, HOAREAU Sylvain, HUET Marie-Josée, K/BIDI Emeline, LEBON David, LEICHNIG Stéphanie, MUSSARD Rose Andrée.

GUEZELLO Alin, LEBON Louis Jeannot.

- Commune de l'Entre-Deux -

VALY Bachil, GROSSET-PARIS Isabelle.

- Commune de Saint-Philippe -

COURTOIS Vanessa.

ETAIENT REPRESENTES (PROCURATION)

- Commune du Tampon -

PAYET-TURPIN Francemay (*représentée par DIJOUX-RIVIERE Mimose*), ROBERT Evelyne (*représentée par HOAREAU Jacquet*).

- Commune de Saint-Joseph -

LEBRETON Patrick (*représenté par HUET Henri-Claude*), HUET Mathieu (*représenté par K/BIDI Emeline*) LEJOYEUX Marie Andrée (*représentée par HOAREAU Sylvain*), LEVENEUR-BAUSSILLON Inelda (*représentée par HUET Marie-Josée*), VIENNE Axel (*représenté par LEBON David*).

BENARD Clairette Fabienne (*représentée par LEBON Louis Jeannot*).

ETAIENT ABSENTS

- Commune du Tampon -

THIEN-AH-KOON André (*de l'affaire n° 15-20210924 à l'affaire n° 26-20210924*), THIEN-AH-KOON Patrice (*de l'affaire n° 12-20210924 à l'affaire n° 26-20210924*).

- Commune de l'Entre-Deux -

PAYET Gilles.

- Commune de Saint-Philippe -

RIVIERE Olivier.

Les membres présents formant la majorité de ceux en exercice, le Président ouvre la séance. Conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales, l'Assemblée procède à la nomination du Secrétaire de séance. A l'unanimité, Madame MONDON Laurence a été désignée pour remplir les fonctions de secrétaire.

AFFAIRE N° 13-20210924**PLAN DE PREVENTION DES RISQUES LITTORAUX –
COMMUNE DE SAINT-JOSEPH - AVIS DE LA CASUD**

Le Président rappelle que la politique de prévention des risques naturels a pris son essor en France en 1994 à la suite d'une succession d'événements catastrophiques ayant affecté le territoire national. Il est apparu alors de manière évidente, qu'un développement urbain mal maîtrisé pouvait aggraver considérablement les catastrophes, en particulier lorsque les zones exposées sont urbanisées.

La démarche de mise en place des Plans de Prévention des Risques naturels littoraux (PPRL) a été relancée en 2010, après les effets destructeurs de la tempête Xynthia en Métropole. Cette approche est relativement récente à la Réunion.

Néanmoins, ces phénomènes sont largement constatés à la Réunion qui subit régulièrement les effets dévastateurs des cyclones et houles australes et qui présente de fortes densités urbaines en zone littorale.

L'élaboration du Plan de Prévention des Risques littoraux de la Commune de Saint-Joseph prend en compte le risque « submersion marine » et le risque « recul du trait de côte ».

L'État est responsable de l'élaboration du PPRL : il est approuvé par Monsieur le Préfet après avis notamment du conseil communautaire et enquête publique.

Le PPRL vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) conformément à l'article L.126-1 du Code de l'urbanisme. C'est le document le plus contraignant qui s'impose en cas de discordance entre le PPR et le PLU.

Conformément aux dispositions de l'article R.562-7 du Code de l'environnement, Monsieur le Préfet a adressé par courrier en date du 02 août 2021 (AR du 25 août) le projet de PPRL de la Commune de Saint-Joseph pour recueillir l'avis de notre EPCI.

Le délai réglementaire pour fournir cet avis est de deux mois à compter de la réception du dossier à la CASUD. Ce qui porte la fin de la consultation au 25 octobre 2021.

Le dossier de PPRL, présenté par Monsieur le Préfet, a été élaboré par les services de la DEAL avec l'appui technique du BRGM pour la caractérisation des aléas recul du trait de côte et submersion marine.

Par les interdictions et prescriptions touchant l'aménagement du territoire, le PPRL impacte les projets liés aux compétences suivantes de la CASUD :

- La Gemapi,
- Politique de la ville, d'habitat, d'aménagement et de développement économique, notamment :
 - ▲ Le transport,
 - ▲ L'habitat,
 - ▲ Les aménagements portuaires.
- Politique locale du commerce, notamment :
 - ▲ Le tourisme,
 - ▲ Les zones d'activité.
- L'eau potable,
- L'assainissement.

A la suite du recueil de l'avis des différentes personnes publiques associées (PPA), le projet de PPRL sera soumis à enquête publique. L'avis de la CASUD et des autres personnes publiques consultées seront consignés ou annexés au registre d'enquête publique. Cette enquête publique est envisagée au courant du mois de novembre 2021, pour une durée d'un mois.

A l'issue de l'enquête publique, le projet de PPRL éventuellement modifié pour tenir compte des avis et des observations émis, sera approuvé par arrêté préfectoral.

Présentation et synthèse du projet de PPRL

Les risques littoraux sont de deux types :

- le recul du trait de côte (RTC) caractérise l'érosion du littoral et le déplacement vers l'intérieur des terres de la limite entre le domaine marin et le domaine continental,
- la submersion marine caractérise l'inondation temporaire de la zone côtière liée à des conditions météo marines défavorables.

Le risque de recul du trait de côte est évalué dans le PPRL à échéance 100 ans selon deux scénarios :

- le RTC est évalué sans prise en compte du changement climatique,
- le RTC est évalué avec prise en compte du changement climatique en simulant une élévation du niveau de référence de l'océan.

Le RTC est élaboré :

- en tenant compte des différents facies du trait de côte (cordon de galet, embouchure, falaise etc.),
- en s'appuyant sur une analyse chronologique de l'évolution du trait de côte sur des photos aériennes,

- en extrapolant ces données passées pour établir
- en ajustant les résultats en fonction des reconnaissances de terrain.

Le risque de submersion marine est évalué dans le PPRL selon deux scénarios :

- par simulation d'un événement de référence,
- par une simulation extrapolée à 100 ans (ou à l'année 2100) tenant compte des effets du réchauffement climatique (surcote du niveau de l'océan).

Le risque de submersion est élaboré :

- par choix d'un événement de référence permettant de définir les caractéristiques des vagues (la houle australe du cyclone Hollanda - 1994),
- par modélisation numérique permettant de simuler la propagation de la houle, des vagues et du jet de rive,
- par croisement avec la base de données topographiques du littoral.

Concernant l'aléa RTC, il n'existe pas de gradation du niveau d'intensité de l'aléa : soit les terrains restent en place en 2100, soit ils se trouvent emportés par les phénomènes érosifs.

L'aléa submersion marine est lui établi conformément au guide PPRL du MEDDTL de 2014 :

		Dynamique de submersion		
		Lente	Moyenne	Rapide
Hauteur d'eau (m)	$H < 0,5$	Faible	Modéré	Fort
	$0,5 < H < 1$	Modéré	Modéré	Fort
	$H > 1$	Fort	Fort	(Très) Fort

Le zonage réglementaire est la transcription du croisement entre les études techniques (qui ont notamment conduit à l'élaboration des cartes d'aléas) et l'identification des enjeux du territoire en termes d'interdictions, de prescriptions et de recommandations.

Le zonage est notamment bâti à partir :

- ▲ de l'aléa RTC de référence,
- ▲ de l'aléa RTC 2100,
- ▲ de l'aléa submersion marine de référence,
- ▲ de l'aléa submersion marine 2100,

▲ de l'urbanisation des zones.

En espace non urbanisé :

SUBMERSION MARINE		ALEA 2100		
Espaces non urbanisés		Faible	Modéré	Fort
ALEA DE REFERENCE	Nul	Constructible avec prescriptions	Inconstructible	Inconstructible
	Faible	Inconstructible	Inconstructible	Inconstructible
	Modéré		Inconstructible	Inconstructible
	Fort			Inconstructible

Et en espace urbanisé :

SUBMERSION MARINE		ALEA 2100		
Espaces urbanisés		Faible	Modéré	Fort
ALEA DE REFERENCE	Nul	Constructible avec prescriptions	Constructible avec prescriptions	Constructible avec prescriptions
	Faible	Constructible avec prescriptions	Constructible avec prescriptions	Constructible avec prescriptions
	Modéré		Inconstructible	Inconstructible
	Fort			Inconstructible

On distingue donc 2 zones réglementaires :

- ✓ **La zone rouge R**, très exposée aux aléas submersion marine et recul du trait de côte, impliquant un principe d'inconstructibilité (*interdiction des nouvelles constructions, la non augmentation de la population exposée et la non aggravation des risques*).

Elle est concernée par :

- un aléa fort recul trait de côte,
ET/OU
- un aléa submersion marine de référence fort ou modéré pour les espaces urbanisés,
- un aléa submersion marine de référence fort ou modéré pour les espaces non urbanisés,
- un aléa submersion marine de référence faible ET fort, modéré ou faible 2100 pour les espaces non urbanisés,

- un aléa submersion marine de référence nul pour les espaces non urbanisés.

- ✓ **La zone bleue B**, moins exposée à l'aléa submersion marine, impliquant un principe de constructibilité sous conditions (permettre les constructions et aménagements sous réserve de se mettre au-dessus de la cote de référence submersion marine (0,5 m au-dessus du terrain naturel)).

Elle est concernée par :

- un aléa submersion marine de référence faible ou nul ET fort, modéré ou faible 2100 pour les espaces urbanisés,
- un aléa submersion marine de référence nul ET faible 2100 pour les espaces non urbanisés.

Le dossier comporte plusieurs documents informatifs et réglementaires.

Les documents informatifs :

- des cartes de localisation des phénomènes naturels historiques (submersion marine et recul du trait de côte) à l'échelle 1/10 000^{ème},
- une cartographie des aléas naturels (submersion marine et recul du trait de côte) à l'échelle du 1/5 000^{ème} sur l'ensemble du linéaire côtier,
- et une cartographie des équipements sensibles (enjeux) de la commune à l'échelle 1/10 000^{ème}.

Les documents réglementaires :

- la note de présentation, décrivant le territoire de la Commune de Saint-Joseph et les phénomènes naturels qui la concernent, ainsi que les règles méthodologiques adoptées,
- une cartographie du zonage réglementaire à l'échelle 1/5000^{ème},
- une cartographie réglementaire par prescription à l'échelle 1/5000^{ème},
- et un règlement associé au zonage réglementaire.

La note de présentation synthétise la méthodologie utilisée pour l'élaboration du PPRL. Cette méthodologie s'appuie sur la réglementation et sur le guide du MEDDTL de 2014.

En substance, l'unique zone urbanisée réellement impactée par l'aléa est le quartier de Manapany (zonage rouge et bleu).

On note toutefois un recul du trait de côte prononcé au sud du quartier Les Quais et sur Cap Jaune.

Analyse du projet de PPRL

La note technique de présentation amène les observations suivantes :

- ▲ le choix de ne pas prendre en compte les interactions estuaires pour l'aléa submersion marine questionne,
- ▲ Le choix de l'évènement de référence pour la submersion marine et en particulier l'analyse du document graphique doit être précise,
- ▲ la détermination du niveau marin du scénario à échéance 100 ans (+1,39 m/0 IGN89) en y intégrant la surcote initiale de +0,2 m, puis +0,4 m et l'injection de ces niveaux dans le modèle SWAN (1,64 m) semble montrer des incohérences,
- ▲ la non prise en compte du PLU dans la détermination des espaces urbanisés et non urbanisés doit être justifiée,
- ▲ les éléments ayant permis de déterminer les points d'entrée d'eau dans la méthodologie aléa submersion marine, et en particulier sur le positionnement du profil au droit de Manapany nécessitent des précisions,
- ▲ le type d'aléa rencontré sur les zones de submersion marine (hauteur d'eau, dynamique de submersion, ...) devra être détaillé, notamment dans les cartes associées.

Les impacts liés aux compétences de la CASUD

La GEMAPI

Aucun système d'endiguement existant n'est recensé sur le territoire communal pour la prévention du risque de submersion marine.

Le projet de PPRL impacte assez fortement le quartier de Manapany.

Les évènements historiques confortent cette classification.

Les données issues des simulations marines mériteraient d'être croisées avec les données de crues de la ravine de Manapany, car la conjonction de forte houle et de crue est probable en cas de cyclone.

Les infrastructures existantes peuvent nécessiter la création d'une protection contre la submersion marine et les phénomènes d'érosion, qui serait à réaliser par la CASUD.

A ce titre, il serait intéressant que l'ensemble de l'étude technique ayant permis l'élaboration du PPRL soit mise à dispositions de la CASUD afin de pouvoir s'appuyer dessus le cas échéant.

Le PPRL rend par ailleurs obligatoire la production d'étude de vulnérabilité dans les zones les plus exposées à l'aléa submersion marine dans les 5 ans qui suivent l'approbation du PPR.

Politique de la ville, d'habitat, d'aménagement et de développement économique

En matière d'habitat, la CASUD pourrait devoir intégrer les études de vulnérabilité dans sa mission d'état des lieux sur le parc public, de gestion du parc existant et des constructions nouvelles.

En matière d'aménagement portuaire et infrastructures maritimes, ces équipements sont soumis à prescription en zone rouge (dispositifs amovibles et déposables).

En matière de transport, le PPRL impose des règles sur le mobilier urbain et sur la signalétique particulière à mettre en œuvre. Une modification des arrêts et des girations des véhicules de transport en commun pourra s'imposer.

Politique locale du commerce

En matière de politique locale du commerce, aucune zone d'activité industrielle, commerciale ou artisanale, existante ou programmée, n'est impactée par le PPRL.

Le site de Manapany est un site d'intérêt touristique. A ce titre, le PPRL est prescriptif sur les zones de loisirs, y compris les bassins de baignade (signalisation, conception) ; la construction de piscine est interdite en zone rouge et doit suivre des prescriptions en zone bleue.

La création de kiosques, terrains de campings et d'espaces de restauration légère sont autorisées avec prescriptions selon les zones.

La mise en œuvre de systèmes de protection contre le risque de submersion marine pourrait dénaturer et faire perdre son intérêt à ce site touristique et patrimonial.

L'eau potable

Seul le réseau de distribution d'eau potable est situé dans la zone rouge/bleue du PPRL. Seuls les travaux sur ce secteur seraient impactés par la réglementation en zone rouge (gestion des déblais).

L'assainissement

Le règlement est prescripteur pour la création de réseaux d'assainissement, de poste de refoulement et de citernes, cuves, fosses.

Sont interdites en zone rouge aléa fort RTC, les constructions de systèmes d'assainissement autonomes.

Il conviendrait d'autoriser explicitement tous les travaux de création, d'extension, de renforcement et d'entretien des émissaires marins des STEP existantes ou futures, car ces travaux se situent nécessairement sur l'interface du trait de côte.

Vu la loi n° 95-101 du 2 février 1995,
Vu l'arrêté préfectoral n° 1116 SG/DCL/BU du 22 juin 2018,
Vu l'article R.562-7 du code de l'environnement,

Au vu des éléments exposés, il est donc proposé à l'Assemblée :

- d'émettre un avis réservé sur le Plan de Prévention des Risques Littoraux de la Commune de Saint-Joseph,
- d'autoriser le Président ou le Vice-Président délégué à signer toutes pièces relatives à cette affaire.

Le Conseil est prié de bien vouloir en délibérer.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Le Conseil,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des suffrages exprimés,

- émet un avis réservé sur le Plan de Prévention des Risques Littoraux de la Commune de Saint-Joseph,
- autorise le Président ou le Vice-Président délégué à signer toutes pièces relatives à cette affaire,
- informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de la Réunion dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Abstention : 00

Contre : 00

Pour : 45

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président de la CASUD,

André THIEN AH KOON

